



CHAPITRE 70

Loi des droits sur les successions

Exécution de la loi.

1. Sauf les dispositions spéciales à ce contraaires, le ministre du revenu est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 80, a. 60; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

SECTION I

DES DROITS SUR LES BIENS DANS LA PROVINCE

Biens frappés de droits.

2. Tout bien mobilier ou immobilier, dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis par décès, est frappé de droits, calculés sur la valeur totale des biens transmis, aux taux fixés à l'article 9. S. R. 1941, c. 80, a. 2; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1. (*)

Biens en dehors de la province.

3. La valeur d'une partie de succession située en dehors de la province est incluse pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la présente section. S. R. 1941, c. 80, a. 3; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

(*) Aucun droit n'est exigible sur les bénéfices payables à même une caisse de retraite, un plan de pension ou d'épargne-retraite dûment reconnu, maintenu en cette province, en raison du décès d'un membre de telle caisse ou plan de pension ou retraite, lorsque ce membre n'a pas son domicile ou sa résidence dans la province, au moment de son décès, non plus que sur le remboursement des contributions de ce membre à telle caisse ou plan de pension, avec ou sans intérêts, à ses héritiers ou représentants légaux. A. C. No 564 du 28 mai 1958 (G. O., 1958, p. 2213).

Les personnes visées à l'article 78 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) sont exemptées des droits sur les successions de la façon prévue par l'arrêté en conseil No 2012 du 28 septembre 1961 (G. O., 1961, p. 4282), modifié par l'arrêté en conseil No 172 du 26 janvier 1965 (G. O., 1965, p. 1168).

CHAPTER 70

Succession Duties Act

1. Saving any special provision to the contrary, the Minister of Revenue shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 80, s. 60; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. Carrying out of act.

DIVISION I

DUTIES ON PROPERTY IN THE PROVINCE

2. All property, moveable or immovable, the ownership, usufruct or enjoyment whereof is transmitted owing to death, shall be liable to duties calculated upon the aggregate value of the property transmitted, at the rates fixed in section 9. R. S. 1941, c. 80, s. 2; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. (*) Property liable to duties.

3. The value of that part of the estate situated outside the Province shall be included for the purpose of fixing the rates of duty imposed under this division. R. S. 1941, c. 80, s. 3; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. Part of estate outside Province.

(*) No duties shall be exigible on benefits payable out of a retirement fund, pension plan or retirement savings plan duly recognized and maintained in this province, by reason of the death of a member of such a fund or plan, when such member did not have his domicile or residence in the province at the time of his death, nor on the re-imbusement of such member's contributions to a said fund or plan, with or without interest, to his heirs or legal representatives. O. C. No. 564 of the 28th of May, 1958 (O. G., 1958, p. 2213).

The persons contemplated in section 78 of the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) shall be exempt from succession duties in the manner provided by Order-in-Council No. 2012, dated September 28, 1961 (O. G., 1961, p. 4282), amended by Order-in-Council No. 172 dated January 26, 1965 (O. G., 1965, p. 1168).

« Bien ».

4. Le mot « bien », dans le sens de la présente section, comprend tout bien meuble ou immeuble situé dans les limites de la province, et toutes dettes qui étaient dues au défunt au jour de son décès ou qui sont payables à raison de son décès, et sont, ou payables dans la province, ou dues par un débiteur qui y a son domicile; le tout, soit qu'à l'époque de sa mort, la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites.

L'intérêt du défunt dans un contrat d'assurance sur la vie d'une autre personne est un bien au sens de la présente loi.

Excep-
tions.

Néanmoins, la somme d'argent due par un assureur en raison du décès d'un assuré qui n'a pas son domicile dans la province, au moment de son décès, n'est pas censée être un bien situé dans la province, mais elle est comprise dans la valeur totale aux fins de fixer les taux des droits. S. R. 1941, c. 80, a. 4; 7 Geo. VI, c. 18, a.1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 1.

Réparti-
tion des
dettes.

5. Dans le cas où les biens transmis ne forment qu'une partie d'une succession, dont l'autre partie se trouve située en dehors de la province, les dettes et les charges existant à l'époque du décès, et dont la déduction est accordée, ne doivent être déduites de la valeur des biens dans la province que dans la proportion existant entre ces biens comparés à la valeur de la succession entière.

Legs.

Dans le cas prévu par le présent article, chaque legs payable sur la masse de la succession doit être réparti sur cette masse dans la même proportion que les dettes et charges en sont déduites. S. R. 1941, c. 80, a. 5; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

SECTION II

DES DROITS SUR LA TRANSMISSION DE BIENS
MOBILIERS SITUÉS EN DEHORS DE LA
PROVINCE

Trans-
missions
frappées
de droits.

6. Toute transmission, dans cette province, résultant du décès d'une personne qui y est domiciliée, de biens mobiliers situés en dehors de la province à l'époque de ce décès, est frappée de droits, calculés sur la valeur totale des biens transmis,

4. The word "property" within the meaning of this division includes all property, moveable or immovable, situate within the Province, and all debts which were owing to the deceased at the time of his death, or are payable by reason of his death, and which are either payable in the Province or are due by a debtor domiciled therein; the whole whether the deceased at the time of his death had his domicile within or without the Province, or whether the transmission takes place within or without the Province.

The deceased's interest in an insurance contract on the life of another person shall be property within the meaning of this act.

However, the sum of money due by an insurer by reason of the death of an insured whose domicile is not in this Province at the time of his death shall not be deemed to be property situate within the Province, although it shall be included in the aggregate value for the purpose of determining the rates of duties. R. S. 1941, c. 80, s. 4; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 1.

Excep-
tions.

5. In case the property transmitted forms only part of an estate the other part of which is situated without the Province, the debts and charges existing at the time of the death and allowed shall be deducted from the value of the property in the Province, only in the proportion which such property bears to the value of the whole estate.

Appor-
tionment
of debts.

In the case contemplated by this section, each legacy payable out of the mass of the estate shall be apportioned upon the said mass in the same proportion as the debts and charges are deducted therefrom. R. S. 1941, c. 80, s. 5; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Legacies.

DIVISION II

DUTIES ON THE TRANSMISSION OF MOVEABLE
PROPERTY SITUATE OUTSIDE OF THE PROVINCE

6. Every transmission within the Province, owing to the death of a person domiciled therein, of moveable property situate outside the Province at the time of such death, shall be liable to duties calculated upon the aggregate value of the

Trans-
missions
liable to
duties.

aux taux fixés à l'article 9. S. R. 1941, c. 80, a. 6; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

property transmitted, at the rates fixed in section 9. R. S. 1941, c. 80, s. 6; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Dettes en dehors de la province.

7. Toutes les dettes dues au défunt lors de son décès, ou payables à raison de son décès, et qui, lors de ce décès, étaient payables en dehors de la province, sont comprises dans les biens mobiliers taxables en vertu de la présente section.

7. All debts owing to the deceased at the time of his death, or which are payable by reason of his death, and which at the time of such death were payable outside the Province, are included in the moveable property taxable in virtue of this division.

Fixation des taux.

La valeur des biens, mobiliers et immobiliers, situés dans la province, est incluse pour les fins de la fixation des taux des droits imposés en vertu de la présente section. S. R. 1941, c. 80, a. 7; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

The value of the moveable and immovable property situated in the Province shall be included for the purpose of fixing the rates of duty imposed under this division. R. S. 1941, c. 80, s. 7; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Répartition des dettes.

8. Dans le cas où les biens transmis ne forment qu'une partie d'une succession dont l'autre partie se trouve dans la province, les dettes et les charges existant à l'époque du décès, et dont la déduction est accordée, ne doivent être déduites de la valeur des biens situés en dehors de la province que dans la proportion existant entre ces biens comparés à la valeur de la succession entière.

8. In case the property transmitted forms only part of an estate the other part of which is situated in the Province, the debts and charges existing at the time of the death and allowed shall be deducted from the value of the property situated outside the Province only in the proportion which such property bears to the value of the whole estate.

Legs.

Dans le cas prévu par le présent article, chaque legs payable sur la masse de la succession doit être réparti sur cette masse dans la même proportion que les dettes et charges en sont déduites. S. R. 1941, c. 80, a. 8; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

In the case contemplated by this section, each legacy payable out of the mass of the estate shall be apportioned upon the said mass in the same proportion as the debts and charges are deducted therefrom. R. S. 1941, c. 80, s. 8; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

SECTION III

TAUX DES DROITS

Biens transmis en ligne directe.

9. 1. Sur les biens transmis en ligne directe, ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru, entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille, et sur les transmissions entre les mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

Taux.

Dans les successions dont la valeur totale:

a) N'excède pas vingt mille dollars, aucun droit n'est exigible;

b) Excède vingt mille dollars et n'excède pas cinquante mille dollars, un pour cent, plus 1/25 d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

DIVISION III

RATES OF DUTIES

9. (1) On property transmitted in the direct line, ascending or descending, between consorts, between father- or mother-in-law and son- or daughter-in-law, between stepfather or stepmother and stepson or stepdaughter, and on transmissions between the same persons, the rates of duty shall be as follows:

In estates the aggregate value of which:

(a) Does not exceed twenty thousand dollars, no duty shall be exigible;

(b) Exceeds twenty thousand dollars and does not exceed fifty thousand dollars, one per centum, plus 1/25 of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

c) Excède cinquante mille dollars et n'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus $1/20$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

d) Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus $1/100$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas quinze pour-cent.

Droits additionnels.

Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède vingt mille dollars, des droits additionnels, aux taux suivants:

Taux.

Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

a) N'excède pas cinquante mille dollars, un pour cent;

b) Excède cinquante mille dollars et n'excède pas trois cent mille dollars, un pour cent, plus $1/100$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

c) Excède trois cent mille dollars, trois pour cent, plus $1/200$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu ne dépasse pas dix pour cent.

Biens transmis en ligne collatérale.

2. Sur les biens transmis par décès, au frère ou à la soeur, ou au descendant d'un frère ou d'une soeur de la personne décédée, ou au frère ou à la soeur, ou au fils ou à la fille d'un frère ou d'une soeur, du père ou de la mère de la personne décédée, et sur les transmissions aux mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants :

Taux.

Dans les successions dont la valeur totale:

a) N'excède pas mille dollars, aucun droit n'est exigible;

b) Excède mille dollars et n'excède pas dix mille dollars, quatre pour cent;

c) Excède dix mille dollars et n'excède pas soixante mille dollars, quatre pour cent plus $1/10$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

d) Excède soixante mille dollars, dix pour cent, plus $1/100$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que

(c) Exceeds fifty thousand dollars and does not exceed one hundred thousand dollars, one per centum, plus $1/20$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

(d) Exceeds one hundred thousand dollars, five per centum, plus $1/100$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted, in such way that the rate so obtained shall not exceed fifteen per centum.

With, moreover, in estates the aggregate value of which exceeds twenty thousand dollars, additional duties, at the following rates:

Additional duties.

Where the aggregate value of the property passing to one and the same person:

Rates.

(a) Does not exceed fifty thousand dollars, one per centum;

(b) Exceeds fifty thousand dollars and does not exceed three hundred thousand dollars, one per centum, plus $1/100$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

(c) Exceeds three hundred thousand dollars, three per centum, plus $1/200$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted, in such way that the rate so obtained shall not exceed ten per centum.

(2) On property transmitted, owing to death, to the brother or sister, or descendant of a brother or sister of the deceased, or to the brother or sister, or son or daughter of a brother or sister, of the father or mother of the deceased, and on transmissions to the same persons, the rates of duty shall be as follows:

Transmission to collaterals.

In estates the aggregate value of which:

Rates.

(a) Does not exceed one thousand dollars, no duty shall be exigible;

(b) Exceeds one thousand dollars and does not exceed ten thousand dollars, four per centum;

(c) Exceeds ten thousand dollars and does not exceed sixty thousand dollars, four per centum, plus $1/10$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

(d) Exceeds sixty thousand dollars, ten per centum, plus $1/100$ of one per centum for each full one thousand dollars trans-

le taux ainsi obtenu ne dépasse pas vingt pour cent.

Droits additionnels.

Avec, en outre, dans les successions dont la valeur totale excède mille dollars, des droits additionnels aux taux suivants:

Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

a) N'excède pas cent mille dollars, un pour cent, plus $1/25$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

b) Excède cent mille dollars, cinq pour cent, plus $1/300$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas dix pour cent.

Biens transmis à collatéraux éloignés et étrangers.

3. Sur les biens transmis par décès à une personne appartenant à l'un des degrés de consanguinité en ligne collatérale avec la personne décédée autre que ceux mentionnés au paragraphe immédiatement précédent, ou à toute personne étrangère, par le sang, à la personne décédée, et sur les transmissions aux mêmes personnes, les taux des droits sont les suivants:

Taux.

Dans les successions dont la valeur totale:

a) N'excède pas cent mille dollars, dix pour cent, plus $1/10$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis;

b) Excède cent mille dollars, vingt pour cent, plus $1/100$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas trente pour cent.

Droits additionnels.
Taux.

Avec, en outre, des droits additionnels aux taux suivants:

Lorsque la valeur totale des biens transmis à une même personne:

a) N'excède pas cent mille dollars, deux pour-cent;

b) Excède cent mille dollars, deux pour cent, plus $1/400$ d'un pour cent par mille dollars entier transmis, de façon que le taux ainsi obtenu n'excède pas cinq pour cent. S. R. 1941, c. 80, a. 9; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 1.

mitted, in such way that the rate so obtained shall not exceed twenty per centum.

With, moreover, in estates the aggregate value of which exceeds one thousand dollars, additional duties at the following rates:

Additional duties.

Where the aggregate value of the property transmitted to one and the same person:

(a) Does not exceed one hundred thousand dollars, one per centum, plus $1/25$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

(b) Exceeds one hundred thousand dollars, five per centum, plus $1/300$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted, in such way that the rate so obtained shall not exceed ten per centum.

(3) On property transmitted, owing to death, to any person in any degree of collateral consanguinity with the deceased other than those mentioned in the last preceding subsection, or to any stranger in blood to the deceased, and on transmissions to the same persons, the rates of duty shall be as follows:

Transmission to distant collaterals and strangers.

In estates the aggregate value of which: Rates.

(a) Does not exceed one hundred thousand dollars, ten per centum, plus $1/10$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted;

(b) Exceeds one hundred thousand dollars, twenty per centum, plus $1/100$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted, in such way that the rate so obtained shall not exceed thirty per centum.

With, moreover, additional duties at the following rates:

Additional duties.

Where the aggregate value of the property transmitted to one and the same person: Rates.

(a) Does not exceed one hundred thousand dollars, two per centum;

(b) Exceeds one hundred thousand dollars, two per centum, plus $1/400$ of one per centum for each full one thousand dollars transmitted, in such way that the rate so obtained shall not exceed five per centum. R. S. 1941, c. 80, s. 9; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 1.

Adoptés. 10. Pour les fins de la présente loi, la transmission résultant du décès à une personne adoptée par le défunt comme son enfant, en vertu des dispositions de la Loi de l'adoption (chap. 218) et de toute modification à icelle, ou en vertu de toute loi spéciale de la Législature de Québec et au conjoint de cette personne adoptée, est censée faite en ligne directe et les taux établis dans le paragraphe 1 de l'article 9, s'appliquent à cette transmission. S. R. 1941, c. 80, a. 10; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Adopted persons. 10. For the purposes of this act, the transmission owing to death to a person adopted by the deceased as his child, under the provisions of the Adoption Act (Chap. 218) and of any amendment thereto or under any special act of the Legislature of Quebec, and to the consort of such adopted person, shall be deemed to be made in the direct line, and the rates set forth in subsection 1 of section 9 shall apply to such a transmission. R. S. 1941, c. 80, s. 10; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

SECTION IV

DES EXEMPTIONS

Exemption en ligne directe.

11. Dans toute succession dont la valeur imposable n'excède pas cinquante mille dollars, transmise, en totalité ou en partie, aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9, les exemptions suivantes sont accordées, quant auxdites personnes, savoir:

a) exemption de tout droit de succession, dans tous les cas, sur un montant de vingt mille dollars;

b) en outre, exemption de tout droit de succession sur un montant de mille cinq cents dollars par chaque enfant vivant du *de cuius*, au premier degré, âgé de moins de vingt-cinq ans et domicilié en cette province.

Idem.

Dans tous les autres cas où la valeur totale des biens transmis aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 n'excède pas le montant des exemptions ci-dessus mentionnées, ces personnes n'ont aucun droit à payer sur ces biens ou leur transmission; si la valeur totale des biens ainsi transmis excède le montant de ces exemptions, le montant des droits exigibles de ces personnes sur ces biens ou leur transmission ne doit pas dépasser le montant de l'excédent.

Répartition.

Lorsque les biens transmis aux personnes mentionnées au paragraphe 1 de l'article 9 sont situés partie dans la province et partie hors de la province, les exemptions ci-dessus se répartissent proportionnellement entre ces biens. S. R. 1941, c. 80, a. 11; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 2.

DIVISION IV

EXEMPTIONS

Exemption in direct line. 11. In all estates the dutiable values of which do not exceed fifty thousand dollars, transmitted, in whole or in part, to the persons mentioned in subsection 1 of section 9, the following exemptions shall be granted with respect to the said persons, namely:

(a) in all cases, an exemption from all succession duties on twenty thousand dollars;

(b) in addition, an exemption from all succession duties on an amount of fifteen hundred dollars for each child, in the first degree, under twenty-five years of age, domiciled in this Province left by and surviving the deceased.

Idem. In all other cases where the aggregate value of the property transmitted to the persons mentioned in subsection 1 of section 9 does not exceed the amount of the above mentioned exemptions, no duties shall be payable by the said persons on the said property or on the transmission thereof; if the aggregate value of the property thus transmitted exceeds the amount of the said exemptions, the amount of duties exigible from the said persons on the said property or on the transmission thereof must be limited to the said excess.

Apportioning. Where the property transmitted to the persons mentioned in subsection 1 of section 9 is situate partly within and partly outside this Province, the hereinabove exemptions shall be rateably apportioned as between the said property. R. S. 1941, c. 80, s. 11; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 2.

Employés. 12. Lorsque la valeur totale des biens transmis à une personne étrangère, par le sang, à la personne décédée et qui a été à son emploi pendant au moins cinq ans n'excède pas mille dollars, aucun droit n'est exigible sur ces biens ou sur leur transmission. S. R. 1941, c. 80, a. 12; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

12. When the aggregate value of the property transmitted to a stranger in blood to the deceased, who has been in the employ of the deceased for at least five years, does not exceed one thousand dollars, no duty shall be exigible on such property or on the transmission thereof. R. S. 1941, c. 80, s. 12; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Legs pour fins de charité, etc. 13. Sujet aux dispositions de l'article 49, aucun droit n'est exigible sur les legs, dons et souscriptions pour des fins de religion, de charité ou d'éducation.

13. Subject to the provisions of section 49, no duties shall be exigible on legacies, gifts and subscriptions for religious, charitable or educational purposes.

Répartition. Cette exemption est répartie conformément à l'article 8.

Such exemption shall be apportioned in accordance with the provisions of section 8.

Polices d'assurances pour fins de charité. Le produit d'une police d'assurance sur la vie de la personne décédée, payable à une institution de charité ou d'éducation, à une église, à une fabrique ou paroisse, à une société ou compagnie de cimetière, est également exempt des droits imposés par la présente loi. S. R. 1941, c. 80, a. 13; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 2.

The proceeds of an insurance policy on the life of the deceased person, payable to a charitable or educational institution, church, "fabrique" or parish, cemetery association or company shall also be exempt from the duties imposed by this act. R. S. 1941, c. 80, s. 13; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 2.

SECTION V

DÉTERMINATION DE LA VALEUR

« Valeur totale ». 14. « Valeur totale » signifie la valeur réelle des biens, au moment du décès, après qu'on en a déduit les dettes et charges existant alors et dont la déduction est accordée. S. R. 1941, c. 80, a. 14; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

14. "Aggregate value" shall mean the real value of the property at the time of the death, after deducting therefrom the debts and charges then existing and allowed. R. S. 1941, c. 80, s. 14; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Déductions non accordées. 15. Nulle déduction ne doit être accordée:

15. No allowance shall be made: Debts not allowed.

a) Quant à une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement contre une autre personne ou une autre succession, dans la mesure où ce droit peut être exercé;

(a) For any debt in respect whereof there is a right to reimbursement from any other person or estate, to the extent that such right may be exercised;

b) Quant à une dette ou toute partie de dette que, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, le percepteur juge frauduleuse ou excessive; mais, celui qui fait la déclaration peut appeler de la décision du percepteur à la Régie des services publics, par simple requête adressée à son secrétaire, dans les dix jours qui suivent la décision du percepteur; et le percepteur peut, avec l'approbation du ministre du revenu, référer la question à ladite régie;

(b) For any debt or any part thereof which, considering its nature or the circumstances under which it is created or claimed, is deemed by the collector to be excessive or fraudulent; the declarant may however appeal from the decision of the collector to the Public Service Board by simple petition directed to the secretary thereof within ten days of the decision of the collector; and the collector shall have the right, with the approval of the Minister of Revenue, to refer such matter to the said Board;

c) Quant à une obligation contractée dans un contrat de mariage et qui n'a pas été complètement remplie, par la personne obligée, au moins cinq ans avant son décès;

d) Quant aux droits ou taxes payables sur les dispositions à titre gratuit consenties par le défunt ou à raison d'icelles. S. R. 1941, c. 80, a. 15; 7 Geo. VI, c. 19, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 3.

Effets mobiliers corporels.

16. Dans le cas d'effets mobiliers corporels habituellement dans le commerce, la valeur sur le marché est censée équivalente à la valeur réelle. S. R. 1941, c. 80, a. 16; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Valeurs cotées.

17. Dans le cas de valeurs mobilières cotées publiquement, la valeur ainsi cotée sera considérée équivalente à la valeur réelle, à moins que preuve au contraire ne soit faite. S. R. 1941, c. 80, a. 17; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Valeurs non cotées.

18. Dans le cas de valeurs mobilières non cotées publiquement, mais dans le commerce libre, tels que bons, obligations ou actions, ou un intérêt dans une entreprise ou société, publique ou privée, générale ou particulière, civile, commerciale, industrielle ou financière, le cours moyen, au jour du décès ou à la date antérieure la plus rapprochée de celui-ci, est présumé représenter la valeur réelle.

Valeurs hors commerce libre.

Si les valeurs mobilières ne sont pas dans le commerce libre, le sous-ministre du revenu ou le percepteur compétent en détermine la valeur réelle au jour du décès en tenant compte des articles 16 et 17 et des facteurs pertinents pouvant affecter cette valeur réelle.

Renseignements exigibles.

Cet officier peut exiger des héritiers, légataires, donataires, exécuteurs testamentaires, fiduciaires ou administrateurs, ou de la compagnie, corporation, société ou entreprise elle-même, ou de ses officiers, les états financiers, bilans, états de profits et pertes, comptes d'opérations requis pour l'estimation des valeurs détenues par la personne décédée et tous les autres documents et renseignements qu'il juge nécessaires.

(c) For an obligation assumed in a marriage contract and which has not been completely fulfilled by the person obligated at least five years before his death;

(d) For duties or taxes payable on or in connection with dispositions by gratuitous title effected by the deceased. R. S. 1941, c. 80, s. 15; 7 Geo. VI, c. 19, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 3.

16. In the case of corporeal moveable effects usually traded in, market value shall be deemed equivalent to real value. R. S. 1941, c. 80, s. 16; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. Corporeal moveables.

17. In the case of publicly listed securities, the value so listed shall be deemed equivalent to the real value, unless the contrary be proved. R. S. 1941, c. 80, s. 17; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. Listed securities.

18. In the case of unlisted, but freely traded in securities, such as debentures, bonds or shares, or an interest in any enterprise or partnership, public or private, general or particular, civil, commercial, industrial or financial, the average price on the day of the death, or the nearest date prior thereto, shall be presumed to be the real value thereof. Unlisted securities.

If said securities are not freely traded in, the Deputy Minister of Revenue or the collector having jurisdiction shall determine the real value thereof as at the date of death, having regard to sections 16 and 17 and to the pertinent factors which might have a bearing on the said value. Securities not freely traded.

The said officer may request from the heirs, legatees, donees, testamentary executors, trustees or administrators, or from the company, corporation, partnership or enterprise itself, or from its officers, the financial statements, balance sheets, profit and loss statements and operating accounts of the said company, corporation, partnership or enterprise, as are required for the purpose of valuing the securities held by the deceased and all other documents and information which he shall deem necessary. Information exigible.

Examen
des livres,
etc.

Il peut, en outre, examiner les livres de la compagnie, corporation, société ou entreprise et faire déterminer par un ou des experts la valeur réelle des biens, constituant l'actif de cette compagnie, corporation, société ou entreprise.

He may, furthermore, examine the books of the company, corporation, partnership or enterprise and have the real value of its assets ascertained by one or more experts.

Examina-
tion of
books, etc.

Réclama-
tions.

Pour les fins du présent article, le percepteur peut diminuer ou rejeter toute réclamation pour salaire, gages, honoraires ou autre rémunération, faite par les membres de la famille du défunt ou par ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires, contre une compagnie, corporation, société ou entreprise dans laquelle la personne décédée était intéressée de quelque manière que ce soit, dans une proportion de plus de cinquante pour cent, soit seule, soit de concert avec les membres de sa famille, ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires.

For the purposes of this section, the Collector may reduce or disallow any claim for salary, wages, fees or other remuneration, made by members of the family of the deceased or his heirs, legatees, donees or other beneficiaries, against any company, corporation, partnership or enterprise in which the deceased was in any way interested to an extent of over fifty per cent, either alone or together with the members of his family, his heirs, legatees, donees or other beneficiaries.

Claims.

Peine
pour
refus.

Le refus de permettre l'examen des livres de la compagnie, corporation, société ou entreprise, de fournir les états financiers, bilans, états de profits et pertes, comptes d'opérations et autres documents et renseignements prescrits par le présent article rend le contrevenant passible de la peine édictée par l'article 56. S. R. 1941, c. 80, a. 18; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 4.

The refusal to permit the examination of the books of the company, corporation, partnership or enterprise, or to supply the financial statements, balance sheets, profit and loss statements and operating accounts and the other documents and information as prescribed in this section shall render the offender liable to the penalty enacted in section 56. R. S. 1941, c. 80, s. 18; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 4.

Penalty
for
refusal.

Rentes
viagères,
etc.

19. Les rentes, viagères ou autres, et dotations sont capitalisées et estimées au montant requis, à la date du décès, par une compagnie d'assurance sur la vie, pour assurer une rente ou dotation de pareille somme. S. R. 1941, c. 80, a. 19; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

19. Life rents or other rents and endowments shall be capitalized and valued at the amount required, on the date of the death, by a life insurance company, to secure a rent or endowment of a like sum. R. S. 1941, c. 80, s. 19; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Life rents,
etc.

Créances
actives.

20. Pour toutes les créances actives et droits non visés par les articles précédents de la présente section, soit qu'il en existe quelque acte ou non, la valeur réelle est la valeur du capital et des intérêts dus au jour du décès. S. R. 1941, c. 80, a. 20; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

20. For all claims receivable and rights not contemplated in the preceding sections of this division, whether any instrument exists for same or not, the real value shall be the value of the principal and the interest owing on the day of the death. R. S. 1941, c. 80, s. 20; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Claims
receivable.

SECTION VI

DISPOSITIONS ASSIMILÉES À UNE TRANSMISSION PAR DÉCÈS

Droit de
disposer.

21. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance

DIVISION VI

DISPOSITIONS OF PROPERTY ASSIMILATED TO A TRANSMISSION OWING TO DEATH

21. For the purposes of this act, the ownership, usufruct or enjoyment of

Right of
disposi-
tion.

d'un bien est censé transmis par décès, lorsque la personne décédée en a disposé en vertu d'un droit général de disposer ou d'une faculté d'élire qui lui avait été conféré. S. R. 1941, c. 80, a. 21; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

any property shall be deemed to be transmitted owing to death whenever the deceased has disposed thereof under a general right of disposition or power of appointment conferred upon him. R. S. 1941, c. 80, s. 21; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Donations
entrevifs. 22. Pour les fins de la présente loi, la propriété, la jouissance ou l'usufruit d'un bien est réputé transmis par décès:

22. For the purposes of this act, the ownership, usufruct or enjoyment of any property shall be deemed to be transmitted owing to death: Gifts
inter vivos.

Moins de
cinq ans. 1° Lorsqu'il y a eu disposition de ce bien à titre gratuit d'une manière quelconque par la personne décédée et que cette disposition a pris effet dans les cinq années précédant le décès de la personne qui l'a consentie; si une telle disposition a pour objet une somme d'argent, elle est réputée ne prendre effet, pour les fins de la présente loi, que le jour où cette somme est réellement versée;

(1) Whenever the deceased has disposed thereof by gratuitous title in any manner whatsoever and the said disposition has taken effect within the five years prior to the death of the person by whom it was made; when the subject matter of such disposition is a sum of money, the disposition, for the purposes of this act, is deemed to take effect only on the date on which the said sum is really paid; Within
five years.

Somme
d'argent. 2° lorsque la disposition de ce bien faite à titre gratuit d'une manière quelconque a pris effet plus de cinq ans avant le décès du disposant et que ce dernier ne s'est pas actuellement et absolument dessaisi de son droit de propriété à la totalité de ce bien, de son droit d'en toucher ou recevoir les fruits, ou en a eu l'usage, la garde ou la gestion, ou a continué à en toucher les fruits, ou a reçu des donataires ou d'autres personnes une compensation quelconque pour tenir lieu de la totalité ou d'une partie des fruits de ce bien, ou a stipulé que ce bien ne pourrait être aliéné, à titre onéreux ou gratuit, nanti ou hypothéqué, ou que le produit de ce bien ne pourrait être employé ou approprié sans son consentement ou celui d'une personne par lui désignée; ou lorsque le nantissement, ou que l'aliénation, ou l'hypothèque de ce bien, ou l'emploi de son produit a été fait avec le consentement du disposant, directement ou indirectement; ou lorsque le disposant s'est réservé le droit de révoquer totalement ou partiellement la disposition, ou a stipulé une charge ou un paiement quelconque en sa faveur ou en faveur d'une autre personne, seule ou conjointement avec lui, ou a stipulé le retour de ce bien à lui-même, à sa succession, à ses héritiers, à ses donataires ou à ses légataires, ou s'est réservé le droit de nommer d'autres bénéficiaires

(2) Whenever the disposition of such property by gratuitous title in any manner whatsoever has taken effect more than five years prior to the death of the person by whom it was made and the said person has not actually and absolutely divested himself of his ownership in the entirety of the said property, of his right to collect and receive the fruits thereof, or has had the use, custody or administration of the said property or has continued to receive the fruits thereof, or has received from the donees or other persons any compensation whatsoever in lieu of the entirety or of part of the said fruits, or has stipulated that the said property could not be alienated by onerous or gratuitous title, pledged or hypothecated, or that the proceeds thereof could not be invested or appropriated without his consent or that of a person by him designated; or whenever the pledge, alienation or hypothecation of such property, or the investment of the proceeds thereof, took place with the disposer's consent, directly or indirectly; or whenever the disposer has reserved to himself the right to revoke the disposition in whole or in part, or has stipulated any charge or payment in his favour or in favour of another, alone or jointly with himself, or has stipulated that such property shall return to him or his estate, heirs, donees or legatees, or has reserved to

ou dépositaires dudit bien ou a effectivement fait une telle nomination.

Excep-
tions.

Le présent article ne s'applique pas

a) à une donation entrevifs ou à plusieurs donations entrevifs faites en faveur du même donataire, dont la valeur totale au cours de la même année civile n'excède pas deux mille dollars;

b) à une ou des donations entrevifs de biens agricoles en cette province par un cultivateur à un autre cultivateur ou au conjoint de ce dernier, lorsque la valeur des biens ainsi donnés n'excède pas en tout dix mille dollars. Si cette valeur excède dix mille dollars, l'excédent seul est réputé transmis par décès.

Validité.

La validité d'une disposition visée par les dispositions des paragraphes 1° et 2° du présent article et des transmissions ou transports subséquents des biens qui en font l'objet n'est pas atteinte par le non-paiement des droits prescrits par la présente loi. S. R. 1941, c. 80, a. 22; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 2.

Donations
revêtant
autre
forme.

23. 1. Lorsque la disposition d'un bien revêt la forme d'un contrat à titre onéreux mais comporte en fait une libéralité, cette libéralité est réputée, pour les fins de la présente loi, constituer, jusqu'à concurrence de sa valeur, une disposition d'un bien à titre gratuit.

Biens
réputés
transmis
par décès
nonob-
stant
transport.

2. Lorsqu'une personne domiciliée dans la province au moment de son décès, survenu après le premier janvier 1950, a cédé ou transporté à une société, compagnie ou corporation, quelque bien en considération ou en échange de parts, obligations, bons, *débetures*, billets ou autres valeurs de ladite société, compagnie ou corporation, ou de revenus, émoluments, bénéfices, paiements ou autres avantages, et que cette cession ou ce transport a été fait autrement que dans le cours ordinaire des affaires et a eu pour effet d'éviter ou de diminuer les droits qui auraient été payables en vertu de la présente loi, si cette cession ou ce transport n'avait pas eu lieu et ce bien avait fait partie de son patrimoine, à son décès, ce bien est réputé, pour les fins de la présente loi, être un bien dont la propriété, la jouissance ou l'usufruit est transmis par le

himself the right to appoint other beneficiaries or depositaries of the said property or has actually made such appointment.

This section shall not apply

(a) to one or more gifts *inter vivos*, in favour of the same donee, the aggregate value of which in the same calendar year does not exceed two thousand dollars;

Excep-
tions.

(b) to one or more gifts *inter vivos* of agricultural property in this Province by a farmer to another farmer or to the consort of the latter, when the value of the property so given does not exceed ten thousand dollars in all. If such value exceeds ten thousand dollars, the excess only shall be deemed to be transmitted owing to death.

The validity of a disposition contemplated by the provisions of paragraphs 1 and 2 of this section and of subsequent transmissions or transfers of property subject thereto shall not be affected by the non-payment of the duties imposed by this act. R. S. 1941, c. 80, s. 22; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 2.

23. (1) Whenever a disposition of property takes the form of an onerous contract but in fact entails a gratuity, such gratuity shall be deemed, for the purposes of this act, to constitute, to the extent of the value thereof, a disposition of property by gratuitous title.

Gratui-
tous dis-
position
in other
form.

(2) Whenever a person domiciled in the Province at the time of his death, which occurred after the 1st of January 1950, has assigned or transferred to a partnership, company or corporation any property in consideration of or in exchange for capital shares, bonds, debentures, notes or other securities of such partnership, company or corporation, or for revenues, emoluments, benefits, payments or other advantages, and such assignment or transfer was made otherwise than in the ordinary course of business and has resulted in the avoidance or decrease of the duties which would otherwise have been payable under this act, had such transfer or assignment not been made and such property had formed part of his estate, at the time of his death, the ownership, enjoyment or usufruct of such property shall be deemed, for the

Property
deemed
transmit-
ted owing
to death
notwith-
standing
transfer.

décès de cette personne et doit être compris dans sa succession. Toute personne bénéficiant de ce bien, directement ou indirectement, par suite de cette cession ou de ce transport ou d'un acte concomitant ou subséquent consenti par la personne décédée, doit payer, dans la mesure du bénéfice qu'elle a reçu, relativement à ce bien réputé transmis à cause de mort, les mêmes droits que ceux qu'elle aurait dû acquitter, si la propriété, la jouissance ou l'usufruit du bien cédé ou transporté lui avait été transmis par le décès de la personne qui a fait la cession ou le transport.

Valeur réelle.

La valeur réelle de ce bien, à la date du décès, est établie par le percepteur compétent, lequel doit en déduire, pour les fins des droits de succession, la valeur réelle, à la même date, du bien reçu en échange. S. R. 1941, c. 80, aa. 22a et 22b; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 2.

Rentes viagères, etc.

24. 1. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance de la valeur capitalisée de toutes rentes, viagères ou autres, et dotations, constituées, achetées ou payées par la personne décédée, moins de cinq années avant son décès, est censé transmis par décès, si lesdites rentes ou dotations ont été stipulées payables à un tiers seul ou conjointement avec la personne décédée, ou à la personne décédée avec droit de réversion sur la tête d'un tiers.

Exception.

Le présent paragraphe ne s'applique pas lorsque le montant versé ou payé par la personne décédée, pendant la période susvisée, pour la constitution ou l'achat desdites rentes ou dotations, ne dépasse pas, en tout, mille dollars.

Intérêt conjoint.

Lorsque la personne décédée a constitué ou acheté les rentes et dotations susvisées de concert avec une autre personne, la valeur censée transmise par décès est la proportion constituée, achetée ou payée par la personne décédée par rapport au tout.

Propriétaires conjoints.

2. Pour les fins de la présente loi, la disposition qui consiste à laisser à un ou des survivants de plusieurs propriétaires

purposes of this act, to have been transmitted owing to the death of the assignor or transferor and shall be included in his estate. Every person benefiting therefrom, directly or indirectly, whether in consequence of the said assignment or transfer or of contemporaneous or subsequent deeds or instruments executed by the deceased, shall pay, in proportion to the benefit derived by him, the same duties in respect of the property deemed to have been transmitted owing to the death, as would have been payable, had the ownership, enjoyment or usufruct of the property assigned or transferred been transmitted to him owing to the death of the assignor or transferor.

The real value of the said property, as at the date of the death, shall be determined by the collector having jurisdiction, who shall, however, deduct therefrom, for succession duty purposes, the real value, as at the same date, of the property received in exchange. R. S. 1941, c. 80, ss. 22a and 22b; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 2.

24. 1. For the purposes of this act, the ownership, usufruct or enjoyment of the capitalized value of any life rents or other rents and endowments, constituted, purchased or paid for by the deceased less than five years prior to his death, shall be deemed to be transmitted owing to death if the said rents or endowments have been stipulated payable to a third person alone or jointly with the deceased, or to the deceased with the right of reversion to a third person.

This subsection shall not apply when the amount handed over or paid by the deceased for the constitution or purchase of the said rents or endowments during the period contemplated above does not exceed one thousand dollars in all.

When the deceased has constituted or purchased such rents and endowments jointly with another person, the value deemed to be transmitted owing to death shall consist of the proportion constituted, purchased or paid for by the deceased in relation to the whole.

(2) For the purposes of this act, a disposition which consists of leaving to one or more survivors of several joint

Real Value.

Life rents, etc.

Exception.

Joint interest.

Joint ownership.

conjoints un bien, possédé en commun ou conjointement, ayant le décès, est assimilée à une donation à cause de mort, et la part du prédécédé est censée transmise par son décès.

proprietors a property, held in common or joint ownership before the death, is assimilated to a gift in contemplation of death and the share of the deceased shall be deemed to be transmitted owing to his death.

Trans-
port après
décès.

3. Pour fins de la présente loi, fait partie de la succession de la personne décédée et est censé transmis par son décès tout bien qui ne se trouvait pas dans la succession au jour du décès, mais qui y entre par un transport subséquent consenti par son propriétaire au donataire, légataire, exécuteur ou fiduciaire de la personne décédée, pour qu'il en soit disposé suivant la volonté de cette dernière, si ledit transport a été fait à titre gratuit ou en considération d'avantages accordés par la personne décédée. S. R. 1941, c. 80, aa. 23, 25 et 26; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

(3) For the purposes of this act, the following shall form part of the estate of the deceased and be deemed as transmitted owing to his death: all property which was not in the estate at the time of the death, but which enters it by a subsequent transfer made by its owner to the donee, legatee, executor or trustee of the deceased, to be dealt with according to the wishes of the deceased, if the said transfer has been made gratuitously or in consideration of benefits granted by the deceased. R. S. 1941, c. 80, ss. 23, 25 and 26; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Transfer
subse-
quent to
death.

Biens im-
posables.

25. Lorsque les dispositions visées par les articles 21 et 22, le paragraphe 1 de l'article 24, et l'article 27 sont faites par le conjoint commun en biens de la personne décédée, la part de cette dernière dans les biens donnés, cédés ou transportés tombe sous l'application de la présente loi. S. R. 1941, c. 80, a. 24a; 7 Geo. VI, c. 19, a. 1; 12 Geo. VI, c. 32, a. 5; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 4.

25. Whenever the deceased was common as to property and the dispositions contemplated by sections 21, 22, subsection 1 of section 24, and section 27 were made by his consort, the said deceased's share in the assets given, conveyed or transferred is subject to the application of this act. R. S. 1941, c. 80, s. 24a; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12 Geo. VI, c. 32, s. 5; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 4.

Taxable
assets.

Assuran-
ces-vie.

26. 1. Nonobstant toute disposition inconciliable avec la présente, le produit de polices d'assurance, y compris celles émises ou appliquées suivant la Loi de l'assurance des maris et des parents (chap. 296), dû par un assureur en raison ou à l'occasion du décès de la personne sur la tête de qui l'assurance a été contractée, est réputé un bien dont la propriété, la jouissance ou l'usufruit est transmis par ce décès et est sujet au paiement des droits prévus par l'article 9, suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire et la personne sur la tête de qui repose l'assurance, même lorsque cette dernière n'a pas personnellement contracté l'assurance et n'en a pas acquitté les primes.

26. (1) Notwithstanding any provision inconsistent herewith, the proceeds of insurance policies, including those issued or appropriated pursuant to the Husbands and Parents Life Insurance Act (Chap. 296), due by an insurer by reason or on account of the death of the person on whose life the insurance was effected, shall be deemed to be property whereof the ownership, usufruct or enjoyment is transmitted owing to such death and shall be subject to payment of the duties provided for by section 9, according to the degree of relationship which existed between the beneficiary and the person on whose life the insurance was effected, even when the latter did not himself take out the insurance or pay the premiums thereon.

Life insur-
ance.

Primes sup-
portées par
bénéfi-
ciaire.

Toutefois, la proportion des sommes payables par l'assureur correspondant aux primes que le bénéficiaire a personnellement acquittées et effectivement suppor-

However, the proportion of the sums payable by an insurer, corresponding to the premiums paid by the beneficiary thereof personally and actually borne by

Premium
borne by
benefi-
ciary.

tées, par rapport au montant total des primes, et la partie des mêmes sommes que le bénéficiaire ou cessionnaire a de toute autre manière acquise à titre purement onéreux ne sont pas sujettes aux droits imposés par la présente loi et ne sont pas comprises dans la valeur totale.

Abandon
par béné-
ficiaire.

2. Si la personne appelée à recueillir le bénéfice de l'assurance abandonne gratuitement après le décès de l'assuré tous ou partie de ses droits à un tiers, ce dernier est considéré, dans cette mesure, comme le bénéficiaire direct du contrat et est tenu, dans les conditions mentionnées ci-dessus, au paiement des droits imposés par la présente loi.

Communi-
cité de
biens.

3. Lorsque l'assuré était commun en biens et en l'absence de désignation de bénéficiaire de la police d'assurance, la moitié seulement du produit de cette police est comprise dans la succession.

Dettes et
charges.

4. Les dettes et charges existant au moment du décès ne sont déduites du produit d'une police d'assurance payable à un bénéficiaire désigné que de la manière suivante:

a) quant aux polices régies par la Loi de l'assurance des maris et des parents, sur production d'une preuve satisfaisante que le bénéficiaire les a effectivement payées et jusqu'à concurrence du montant payé;

b) quant aux autres polices, sur production d'une preuve satisfaisante que l'acceptation du bénéfice de l'assurance comporte l'obligation d'acquitter ces dettes et charges et jusqu'à concurrence de cette obligation. S. R. 1941, c. 80, a. 27; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 6; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 5.

Bien censé
transmis
par décès.

27. Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès, lorsque la personne décédée en a disposé à titre gratuit, d'une manière quelconque, par un acte qui a pris effet plus de cinq années avant le décès, sans que le bénéficiaire réel ait eu, dès lors et par la suite, la propriété, la possession, l'usufruit, la jouissance, le revenu et la gestion de ce bien, à l'exclusion du disposant ou de toute autre personne.

him, as compared to the total amount of premiums, and the portion of the said sums which the beneficiary or assignee thereof has otherwise acquired for full valuable consideration shall not be subject to the duties imposed by this act nor included in the aggregate value.

(2) Whenever, after the insured's death, the beneficiary of an insurance shall relinquish, assign or transfer gratuitously the entirety or part of his rights to another person, the latter shall be considered *pro tanto* as the direct beneficiary thereof and shall be liable for the payment of the duties imposed by the present act. Surrender
by bene-
ficiary.

(3) Whenever the deceased was common as to property and no beneficiary of the insurance policy was designated, one-half only of the proceeds of such policy shall be included in the estate. Communi-
cité of
property.

(4) The debts and charges existing at the time of the death shall be deducted from the proceeds of policies payable to named beneficiaries in the following manner only: Debts and
charges.

(a) As regards policies governed by the Husbands' and Parents' Life Insurance Act, upon production of satisfactory proof that the beneficiary has really paid them and to the extent of the amount paid;

(b) As regards other policies, upon production of satisfactory proof that the acceptance of the insurance benefit carries with it the obligation to pay such debts and charges and to the extent of such obligation. R. S. 1941, c. 80, s. 27; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 6; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 5.

27. For the purposes of this act, the ownership, usufruct or enjoyment of any property shall be deemed to be transmitted owing to death, whenever the deceased has disposed of same by gratuitous title, in any manner whatsoever, by a disposition which has taken effect more than five years prior to the date of death, unless the ownership, possession, usufruct, enjoyment, administration of and the revenue from or the income on the said property has actually been assumed and thenceforward retained by the real beneficiary, to the exclusion of the donor or of any other person. Property
deemed
transmit-
ted owing
to death.

Exception.

Cependant, les dispositions entrevifs à titre gratuit consenties avant le 22 février 1949 continuent à être régies par la loi en vigueur avant cette date. S. R. 1941, c. 80, a. 27a; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 7.

However, dispositions *inter vivos* by gratuitous title executed prior to the 22nd of February, 1949, shall be governed by the law in force prior to that date. R. S. 1941, c. 80, s. 27a; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 7.

Exception.

SECTION VII

DES RENONCIATIONS

Droits au cas de renonciation.

28. En cas de renonciation à une part de succession, une institution contractuelle ou une disposition testamentaire, les droits dus sur les biens ainsi répudiés, ou sur leur transmission, par celui qui en profite, ne peuvent être inférieurs à ceux que le renonçant aurait dû acquitter.

Idem.

La renonciation faite par un successible du chef de son auteur à une succession ouverte au profit de ce dernier ne peut porter préjudice à la couronne. S. R. 1941, c. 80, a. 28; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Renonciation à la communauté.

29. Dans le cas de renonciation à la communauté par les héritiers de la femme, les droits dus par l'époux ne peuvent être inférieurs à ceux que lesdits héritiers auraient dû acquitter. S. R. 1941, c. 80, a. 29; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

SECTION VIII

INCIDENCE DES DROITS

Responsabilité personnelle.

30. Toute personne à qui des biens sont transmis ou censés transmis par décès, comme héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou particulier, donataire ou bénéficiaire, est personnellement responsable des droits dus sur les biens à elle transmis ou sur leur transmission, et de rien de plus. S. R. 1941, c. 80, a. 30; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Usufruit, etc.

31. Dans le cas d'usufruit, d'usage, de substitution ou d'attribution des revenus d'un capital ou d'une fiducie, le montant des droits payables est calculé comme si l'usufruitier, l'usager, le grevé ou le bénéficiaire des revenus recevait comme propriétaire absolu les biens grevés de l'usufruit, de l'usage, de la substitution, de l'attribution des revenus ou de la fiducie, et le capital peut être employé au paiement de ces droits.

DIVISION VII

RENUNCIATION OF ESTATES

28. Where an interest in an estate, a contractual institution or a testamentary provision is being renounced, the duties on the property so renounced or on its transmission payable by the person benefiting therefrom shall not be less than those which the renouncer should have paid.

The renunciation made by an heir or legatee in the right of his *auteur* to an estate devolved to the latter shall not affect the Crown. R. S. 1941, c. 80, s. 28; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Duties in case of renunciation.

Idem.

29. Where the wife's heirs renounce the community, the duties due by the husband shall not be less than those which the said heirs should have paid. R. S. 1941, c. 80, s. 29; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Renunciation of community.

DIVISION VIII

INCIDENCE OF DUTIES

30. Every person to whom property is transmitted or deemed to be transmitted owing to death, as heir, universal legatee, legatee by general or particular title, donee or beneficiary, shall be personally liable for the duties due on the property transmitted to him or upon the transmission thereof, and for no more. R. S. 1941, c. 80, s. 30; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Individual liability.

31. In the case of usufruct, use, substitution or attribution of the revenue from any capital or from any trust fund, the amount of duties payable shall be calculated as though the usufructuary, the person having the right of use, the institute or the beneficiary of the revenue received, as absolute owner, the property subject to the usufruct, right of use, substitution or trust, and the said duties may be paid from the capital.

Usufruct, etc.

Rente. Dans le cas de constitution de rente, le montant des droits payables est calculé sur le capital estimé de la rente, et la partie du capital affectée au paiement de cette rente peut être employée au paiement des droits susdits.

Devoir de l'usufruitier, etc. Toute personne visée au présent article doit sous peine de l'amende prévue à l'article 55 voir à ce que lesdits biens soient appliqués à cette fin et, s'il est nécessaire, elle peut, avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions que le juge fixe, aliéner ou engager les biens faisant l'objet de son droit pour faire ce paiement. S. R. 1941, c. 80, a. 31; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 8.

In the case of an annuity, the amount of duties payable shall be calculated on the capitalized value of the annuity, and the said duties may be paid from that part of the capital affected to the payment of the said annuity.

Every person contemplated by this section must, under penalty of the fine provided in section 55, see that the said property is applied to such purpose and, if necessary, he may, with the authorization of a judge of the Superior Court and upon the conditions which the judge may fix, alienate or bind the property which is the subject of his right in order to make such payment. R. S. 1941, c. 80, s. 31; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 8.

Exécuteur, etc. non responsable personnellement. 32. Aucun exécuteur, fiduciaire ou administrateur n'est personnellement responsable des droits imposés par la présente loi. Cependant, l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur peut être appelé à payer ces droits à même les biens ou les deniers qu'il a en sa possession appartenant ou revenant aux bénéficiaires, et, à défaut par lui de ce faire, il peut être poursuivi pour le montant de ces droits, mais seulement *en qualité*, et tout jugement rendu contre lui en cette qualité, ne doit être exécuté que sur ces biens ou ces deniers. S. R. 1941, c. 80, a. 32; 9 Geo. VI, c. 18, a. 1.

32. No executor, trustee or administrator shall be personally liable for the duties imposed by this act. Nevertheless the executor, the trustee or the administrator may be required to pay such duties out of the property or money in his possession belonging or owing to the beneficiaries, and, if he fail so to do, may be sued for the amount thereof, but only in his representative capacity, and any judgment rendered against him in such capacity shall be executed against such property or money only. R. S. 1941, c. 80, s. 32; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

SECTION IX

DES PIÈCES À PRODUIRE

Copie du testament, etc. 33. Tout héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou particulier, donataire, bénéficiaire d'une disposition assimilée à une transmission par décès, exécuteur, fiduciaire ou administrateur, doit, dans les soixante jours qui suivent le décès du testateur ou du *de cuius*, transmettre au percepteur compétent, une copie authentique des actes suivants, s'il en est, faits par la personne décédée, savoir: son testament, tout codicille, son contrat de mariage et toute disposition assimilée à une transmission par décès. S. R. 1941, c. 80, a. 33; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 3.

DIVISION IX

DOCUMENTS TO BE PRODUCED

33. Every heir, universal legatee, legatee by general or particular title, donee, beneficiary under a disposition assimilated to a transmission owing to death, executor, trustee or administrator shall, within sixty days after the death of the testator or intestate, forward to the collector having jurisdiction authentic copies of the following documents, if any there be, made by the deceased, namely: his will, all codicils, his marriage contract and any disposition assimilated to a transmission owing to death. R. S. 1941, c. 80, s. 33; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 3.

Déclaration.

34. 1. Tout héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou particulier, donataire, bénéficiaire d'une disposition assimilée à une transmission par décès, exécuteur, fiduciaire ou administrateur, doit, dans les six mois qui suivent le décès du testateur ou du *de cuius*, transmettre à ce percepteur une déclaration sous serment indiquant:

a) Les nom, prénom, résidence, adresse et occupation du déclarant et sa parenté avec le défunt, s'ils sont parents;

b) Le nom et le prénom du testateur ou *de cuius*, et le domicile du testateur ou *de cuius*, à la date de son décès;

c) La description, la situation et la valeur réelle de tous les biens transmis par le défunt;

d) Un état détaillé des dettes et charges de la succession, faisant connaître leur nature, les noms, prénoms, résidences et occupations de tous les créanciers;

e) Les noms, prénoms, résidences, occupations et la parenté avec le défunt (s'il y en a une) de tous les autres bénéficiaires et de chacun d'eux, et le domicile, dans cette province, élu pour tous les bénéficiaires et pour l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur, où peut être transmis l'état préparé suivant l'article 38 et concernant chacun d'eux et où peuvent être faits ou signifiés tous avis, demandes ou actions concernant les droits de succession dus par chacun d'eux;

f) La nature et la valeur de la part du déclarant dans la succession, déduction faite des dettes et charges par lui payables ou grevant les biens qui composent cette part et, d'après la connaissance qu'il en a, la nature et la valeur des parts de chacun des autres bénéficiaires, après semblable déduction pour chacun d'eux.

Déclaration complémentaire.

2. Quand des biens entrent dans la succession de la manière prévue au paragraphe 3 de l'article 24 ou sont découverts après la transmission de la déclaration requise par le présent article, les personnes visées au paragraphe 1 doivent, dans les soixante jours, transmettre au percepteur compétent une déclaration complémentaire sous serment faisant connaître le transport ou la découverte desdits biens.

Déclaration.

34(1) Every heir, universal legatee, legatee by general or particular title, donee, beneficiary under a disposition assimilated to a transmission owing to death, executor, trustee or administrator shall, within six months after the date of the death of the testator or intestate, transmit to such collector a declaration under oath, setting forth:

(a) The name in full, residence, address and calling of the declarant, and his relationship to the deceased, if any;

(b) The name in full of the testator or intestate, and the place of the domicile of the testator or intestate at the time of his death;

(c) The description, situation and real value of all the property transmitted by the deceased;

(d) The amounts in detail of the debts and charges of the succession, and their nature, with the names in full, residences and callings of all the creditors thereof;

(e) The names in full, residences, callings and relationship to the deceased (if any) of each and all the other beneficiaries, and the domicile in this Province elected for all the beneficiaries and for the executor, trustee or administrator, where the statement, prepared under section 38 and relating to each of them, may be forwarded, and where all notifications, demands and suits relating to the succession duties due by each of them may be made;

(f) The nature and value of the share of the declarant in the succession, after deducting the debts and charges payable by him, or which affect the property composing such share; and, in so far as the same is known to him, the nature and value of the shares of each of the other beneficiaries after a like deduction as regards each of them.

Supplementary declaration.

(2) When property comes into an estate in the manner contemplated in subsection 3 of section 24 or is discovered after the transmitting of the declaration required by this section, the persons contemplated in subsection 1 must, within sixty days, transmit to the collector having jurisdiction a supplementary declaration under oath disclosing the transfer or discovery of the said property.

Effet de la déclaration.

3. Une déclaration dûment faite par l'une des personnes mentionnées dans le présent article, si elle contient tous les renseignements nécessaires pour établir le montant de tous les droits payables au sujet de ce décès, libère toutes les autres de l'obligation de faire cette déclaration. S. R. 1941, c. 80, a. 34; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 4.

(3) A declaration duly made by one of the persons mentioned in this section, if it contain all the information necessary for ascertaining the amount of all the duties payable in respect of the death, shall relieve all the others from the necessity of making such a declaration. R. S. 1941, c. 80, s. 34; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 4. One declaration only.

Prolongation de délai.

35. Dans le cas où il est produit par un des bénéficiaires, dans les six mois, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre, dans ce délai, la déclaration mentionnée dans l'article précédent, le percepteur peut prolonger le délai de soixante jours, et un autre délai, de pas plus de six mois, peut être accordé par le ministre du revenu. S. R. 1941, c. 80, a. 35; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 5.

35. If, within six months, an interim declaration, under oath, be made by any of the beneficiaries that it is impossible, within the said delay, to furnish the declaration mentioned in the preceding section, the said collector may extend the delay for sixty days, and a further delay, not exceeding six months, may be granted by the Minister of Revenue. R. S. 1941, c. 80, s. 35; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 5. Interim declaration.

Avis de décès d'actionnaires.

36. Toute corporation, compagnie ou raison sociale, ayant son siège social ou sa principale place d'affaires dans la province et dans laquelle une personne morte en dehors de la province possédait des intérêts, actions, obligations ou autres valeurs, doit, dans les soixante jours de la date où elle prend connaissance du décès, à moins que le ministre du revenu ne juge à propos de prolonger le délai pour cause raisonnable démontrée, adresser au percepteur des droits sur les successions pour la province un avis du décès, en indiquant la date ainsi que le nom au long, la qualité et le domicile du défunt et le montant de ces intérêts, actions, obligations ou autres valeurs; et, à défaut de ce faire, elle est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars. S. R. 1941, c. 80, a. 36; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 6.

36. Every corporation, company or firm having its chief office or place of business in the Province, in which any person dying outside of the Province was possessed of any interest, shares, bonds or other securities must, within sixty days of the date whereon it obtains knowledge of the death, unless the Minister of Revenue extends the delay for reasonable cause shown, send to the Provincial Collector of Succession Duties a notice of the death, giving the date thereof and the name in full, quality and domicile of the deceased and the amount of such interest, shares, bonds or other securities; and, on failure so to do, shall be liable to a fine of not more than fifty dollars. R. S. 1941, c. 80, s. 36; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 6. Notice of death of certain shareholders.

Percepteur compétent.

37. Dans le cas où la personne décédée était lors de son décès domiciliée dans le district de revenu de Montréal, le percepteur compétent est le percepteur du revenu de la province pour le district de revenu de Montréal.

37. When the deceased at the time of his death had his domicile in the revenue district of Montreal, the collector having jurisdiction shall be the Collector of Provincial Revenue for the revenue district of Montreal. Collector having jurisdiction.

Idem.

Dans tous les autres cas, le percepteur compétent est le percepteur des droits sur les successions pour la province, à Québec.

In all other cases, the collector having jurisdiction shall be the Collector of Succession Duties for the Province, at Que- Idem.

S. R. 1941, c. 80, a. 37; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1. (*)

bec. R. S. 1941, c. 80, s. 37; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. (*)

SECTION X

PERCEPTION DES DROITS

État des
droits
payables.

38. Sur réception d'une déclaration ou des déclarations mentionnées dans l'article 34 et des autres pièces requises, le percepteur doit préparer un état des droits qui doivent être payés par chacun des bénéficiaires mentionnés dans cette déclaration et par l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur, s'il y en a un, en sa qualité de représentant. S. R. 1941, c. 80, a. 38; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Envoi de
l'état.

39. Le percepteur doit adresser à chaque bénéficiaire, exécuteur, fiduciaire ou administrateur l'état qui le concerne, par lettre recommandée envoyée à son adresse ou au domicile, dans cette province, élu pour tous les bénéficiaires et pour l'exécuteur, le fiduciaire ou l'administrateur et lui donner avis de lui payer les droits qui y sont mentionnés, dans les trente jours de l'envoi de l'avis, et, au cas où la déclaration ne donne pas toutes les adresses requises, ou, au cas où elle n'établit pas de domicile commun, le percepteur peut envoyer cet état et cet avis à l'une des adresses données dans la déclaration, et, au cas où aucune adresse n'est donnée, il peut les adresser au protonotaire de la Cour supérieure du district qu'il appartient; et, si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le sous-ministre du revenu peut, sujet aux dispositions des articles 30 à 32, en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente. S. R. 1941, c. 80, a. 39; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 14 Geo. VI, c. 19, a. 1.

Avis de
payer.

Intérêt.

40. L'intérêt au taux de six pour cent l'an est dû sur tous les montants payables à la couronne en vertu de la présente loi six mois après la date du décès.

Person-
nes en
service
actif, etc.

Dans le cas du décès d'une personne en service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou dans la marine marchande du Canada, ledit délai de six mois ne com-

DIVISION X

COLLECTION OF DUTIES

38. On receipt of any declaration or declarations mentioned in section 34, and of the other documents required, the collector shall prepare a statement of the amount of the duties to be paid by each of the beneficiaries mentioned in such declaration, and by the executor, trustee or administrator, if any, in his representative capacity. R. S. 1941, c. 80, s. 38; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

State-
ment of
duties
payable.

39. The collector shall forward to each beneficiary, executor, trustee or administrator the statement which relates to him, by registered letter mailed to his address, or to the domicile in this Province elected for all the beneficiaries and for the executor, trustee or administrator, and shall notify him to pay the amount of the duties mentioned therein, within thirty days after the notice is sent; and if the declaration does not give all the required addresses or if it does not determine a common domicile, the collector may send such statement and notice to one of the addresses given in the declaration and, if no address has been given, he may send them to the prothonotary of the Superior Court of the district concerned; and, if the amount be not paid to him on the day fixed, the Deputy Minister of Revenue may, subject to the provisions of sections 30 to 32, sue for the recovery thereof before any court of competent jurisdiction. R. S. 1941, c. 80, s. 39; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 14 Geo. VI, c. 19, s. 1.

Forward-
ing state-
ment.

Notice to
pay.

40. Interest at the rate of six per cent per annum shall be due upon all amounts payable to the Crown under this act, beginning six months after the date of the decease.

Interest.

In the case of the death of a person on active service in Her Majesty's armed forces or in the Merchant Marine of Canada, the said delay of six months shall begin

Persons
on active
service,
etc.

(*) Le district de revenu de Montréal a été délimité par les arrêtés en conseil No 984 du 6 mai 1964 et No 1154 du 10 juin 1964 (G. O., 1964, p. 3672).

(*) The revenue district of Montreal has been delimited by Orders-in-Council No. 984 of the 6th of May 1964 and No. 1154 of the 10th of June 1964 (O. G., 1964, p. 3672).

mence à courir que de la date du rapport officiel que cette personne est décédée ou présumée décédée. S. R. 1941, c. 80, a. 40; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 23, a. 6.

to run only from the date of the official return that such person is dead or presumed dead. R. S. 1941, c. 80, s. 40; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 23, s. 6.

Bons, etc.,
affranchis
de droits.

41. Lorsqu'une succession comprend des bons, obligations, rentes inscrites ou autres valeurs de la province de Québec, affranchis des droits imposés par la présente loi, le ministre du revenu peut exiger de toute personne qui les a reçus ou y a droit qu'elle acquitte les droits ou sa part de droits, selon le cas, exigibles en vertu de la présente loi, pour le tout ou pour partie seulement, par la délivrance de tels bons, obligations, rentes inscrites ou autres valeurs.

41. When an estate includes bonds, debentures, inscribed stock or other securities of the Province of Quebec, free of the duties imposed by this act, the Minister of Revenue may require that any person receiving or entitled to same pay the duties or his share of duties, as the case may be, payable under this act, wholly or in part by the delivery of such bonds, debentures, inscribed stock or other securities. Duty-free bonds, etc.

Cours
moyen.

Les valeurs ainsi données en paiement des droits sont comptées à leur cours moyen au jour du décès.

The securities so given in payment of the duties shall be computed at their average price on the day of the death. Average price.

Exemption
prohibée,
en cer-
tains cas.

Aucune exemption des droits prévus par la présente loi n'est accordée à raison des valeurs visées par le présent article, lorsqu'elles ont été acquises par les successions du *de cuius* ou de son conjoint commun en biens après leur décès ou pendant leur maladie réputée mortelle. S. R. 1941, c. 80, a. 41; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

No exemption from the duties provided for under this act may be granted by reason of the securities contemplated in this section, when such securities have been acquired by the estates of the deceased or of his or her consort common as to property, after their decease or during their supposedly last illness. R. S. 1941, c. 80, s. 41; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. No exemption in certain cases.

Privilège
de la cou-
ronne.

42. Toute somme due à la couronne, en vertu de la présente loi, est une dette privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice. S. R. 1941, c. 80, a. 42; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

42. Any sum that may become due to the Crown in virtue of this act shall constitute a privileged debt, ranking immediately after law costs. R. S. 1941, c. 80, s. 42; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. Privilege of Crown.

Prescrip-
tion.

43. Tout droit au remboursement des droits de succession payés à la province et toute action en répétition de ces droits sont et ont toujours été prescrits par un an à compter de la date du paiement de ces droits. S. R. 1941, c. 80, a. 43; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

43. Every right to the reimbursement of succession duties paid to the Province and every suit to claim back such duties are and always have been prescribed by one year from the date of the payment of such duties. R. S. 1941, c. 80, s. 43; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. Prescription.

SECTION XI

MESURES DE CONTRÔLE

Validité
de trans-
mission,
etc.,
subor-
donnée au
paiement
des droits.

44. Subordonnément aux dispositions des articles 30 à 32, nulle transmission de biens appartenant, lors de son décès, à une personne décédée, ne peut se faire, et un transport de ces biens n'est valide ou ne constitue un titre à ou pour ces biens, tant que les droits exigibles en vertu de la pré-

DIVISION XI

PROVISIONS OF CONTROL

44. Subject to the provisions of sections 30 to 32, no transmission of any property belonging to any deceased person at the time of his death shall take place, nor shall any transfer thereof be valid, nor shall any title therein or thereto vest in any person, unless and until the duties No valid transmission, etc., before payment.

Certifi- cat.	sente loi n'ont pas été complètement payés et qu'un certificat, contenant une description des biens et attestant que ces droits ont été payés, ou qu'il n'y en a pas d'exigibles, n'a pas été délivré par le percepteur compétent, ou par un officier du revenu spécialement nommé à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.	exigible under this act have been paid in full and unless a certificate, describing the property, to the effect that such duties have been paid or that none are exigible, has been delivered by the collector having jurisdiction, or by a revenue officer specially appointed for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council.	Certifi- cate.
Applica- tion.	Le présent article s'applique à toute disposition assimilée à une transmission par décès en vertu des articles 21 à 27 et aux biens qui en font l'objet. S. R. 1941, c. 80, a. 44; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 6.	This section shall apply to all dispositions assimilated to transmissions owing to death by virtue of sections 21 to 27 and to the property which is the subject matter thereof. R. S. 1941, c. 80, s. 44; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 6.	Applica- tion.
Actes pro- hibés avant paiement des droits. Délivran- ce de legs;	45. Tant que le certificat mentionné dans l'article précédent n'a pas été délivré: a) Aucun exécuteur, fiduciaire, administrateur, curateur, héritier, légataire ou donataire ne peut consentir au transport ni au paiement d'un legs ou d'une part héréditaire ou procéder au partage d'une succession; b) Aucune personne ou corporation, aucun agent de transferts pour une corporation, ne peut accepter ou insérer dans ses livres aucun transfert ni aucune transmission d'actions ou enregistrement d'obligations ou autres valeurs; c) Aucun dépositaire ne peut remettre de l'argent déposé au nom d'une personne ou en compte commun, ni le transporter au nom d'une autre personne. Toutefois, lorsque la personne décédée était domiciliée dans la province, il peut, sans attendre la production du certificat susdit, payer ou remettre, à même ce dépôt, une somme n'excédant pas cinq cents dollars, à condition qu'il avise immédiatement par écrit le percepteur compétent.	45. Until the certificate mentioned in the preceding section has been delivered: (a) No executor, trustee, administrator, curator, heir, legatee or donee shall consent to the transfer or payment of any legacy or share in an inheritance or proceed with the partition of an estate; (b) No person or corporation, or transfer agent for a corporation, shall accept or register in his or its books any transfer or transmission of shares or registration of bonds or other securities; (c) No depositary may remit any money deposited in a personal or joint account, or transfer such money to another name. However, when the deceased was domiciled in this province, such depositary may, without awaiting the production of the certificate prescribed in the preceding section, pay or remit a sum not exceeding five hundred dollars from such deposit, provided he or it shall immediately give notice thereof in writing to the collector having jurisdiction.	Acts for- bidden be- fore pay- ment, etc.: Payment of legacy;
Trans- ferts d'ac- tions;		(b) No person or corporation, or transfer agent for a corporation, shall accept or register in his or its books any transfer or transmission of shares or registration of bonds or other securities;	Stock transfer;
Remise par dépo- sitaire.		(c) No depositary may remit any money deposited in a personal or joint account, or transfer such money to another name. However, when the deceased was domiciled in this province, such depositary may, without awaiting the production of the certificate prescribed in the preceding section, pay or remit a sum not exceeding five hundred dollars from such deposit, provided he or it shall immediately give notice thereof in writing to the collector having jurisdiction.	Remit- tance by deposi- tary.
Idem.	Cette somme demeure sous le coup de toutes les autres dispositions de la présente loi et elle doit être comprise dans la déclaration visée à l'article 34;	The sums thus paid shall remain subject to all the other provisions of this act and must be included in the declaration required by section 34;	Idem.
Remise par fidu- ciaire;	d) Aucune association, banque, compagnie, raison sociale ou société ayant dans la province de Québec son siège social, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, aucune personne, aucun banquier, courtier, agent de change, agent d'affaires, fiduciaire, officier public ou ministériel, qui sont détenteurs, dépositaires ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de	(d) No association, bank, company, firm or partnership having its head office, a branch or any place of business in the Province of Quebec, and no person, banker, stock-broker, business agent, fiduciary or public officer, being the holder, depositary or debtor, in any capacity, of titles, monies, securities, documents or articles whatsoever devolving to an heir,	Remit- tance by fiduciary;

titres, sommes, valeurs, documents ou objets quelconques revenant à un héritier, légataire, exécuteur testamentaire, fiduciaire, administrateur ou autre ayant droit d'une personne décédée ou de son conjoint, ne peuvent en effectuer la restitution ou la reent, l'échange ou le transfert. mise, le païem

Remise par dépôt-
sitaire. Toutefois, lorsque la personne décédée était domiciliée dans cette province, pareil dépositaire peut, sans attendre la production du certificat ci-dessus prescrit, payer ou remettre, à même le dépôt, si c'est une somme d'argent, un montant de pas plus de cinq cents dollars, à condition qu'il avise immédiatement par écrit le percepteur compétent.

Idem; Cette somme demeure sous le coup de toutes les autres dispositions de la présente loi et doit être comprise dans la déclaration visée à l'article 34;

Inscription par
régistrateur; e) Nul régistrateur ne peut inscrire dans ses livres la transmission ou le transport d'aucun immeuble appartenant, lors de son décès, à une personne décédée, ni d'aucune dette grevant un immeuble en faveur de ce défunt, par privilège ou hypothèque, ni la quittance d'aucune telle dette et le certificat du percepteur doit, avant que l'inscription ou mention ne soit faite, être déposé au bureau du régistrateur pour y être conservé et, à moins qu'il ne s'agisse d'une radiation de droits réels, noté à l'index aux immeubles;

Paiement par assureur. f) Aucun assureur ne peut effectuer un paiement valide du montant dû à raison d'un décès; cependant, s'il a un bureau d'affaires en cette province, il peut, sans attendre le paiement des droits et l'émission du certificat prescrit à l'article précédent payer au conjoint, fils ou fille, père ou mère, gendre ou bru, beau-fils ou belle-fille de la personne décédée, domiciliés dans cette province, une somme n'excédant pas trois mille dollars, mais la somme ainsi payée reste soumise à l'application de toutes les autres dispositions de la présente loi.

Autorisation. Le ministre du revenu, le sous-ministre du revenu ou le percepteur compétent, peut, aux conditions jugées convenables, permettre un acte visé au présent article si la chose est requise pour payer les droits imposés par la présente loi ou les dettes

legatee, testamentary executor, fiduciary, administrator or other representative of a deceased person or of his or her consort, shall effect the surrender or delivery, payment, exchange, or transfer thereof.

However, when the deceased was domiciled in this province, such a depository, without awaiting the production of the aforesaid certificate may pay or remit out of a deposit of money, a sum not exceeding five hundred dollars, provided he or it shall immediately notify in writing the collector having jurisdiction. Remittance by depository.

Such sum shall remain subject to all the other provisions of this act and must be included in the declaration required by section 34; Idem;

(e) No registrar may enter in his books the transmission or transfer of any immoveable property belonging to any deceased person at the time of his death or of any debt affecting in favour of such deceased person any immoveable property by privilege or hypothec, nor the discharge of any such debt, and the certificate of the collector must, previous to such entry or mention being made, be deposited in the office of the registrar to be kept therein and, save in the case of cancellation of real rights, noted in the index of immoveables; Entry by registrar;

(f) No insurer may make a valid payment of the amount due by reason of a death; but, if the insurer has a business office in this Province, it may, without waiting for the payment of the duties and the issuance of the certificate prescribed in the preceding section, pay to the consort, son or daughter, father or mother, son-in-law or daughter-in-law, stepson or stepdaughter of the deceased, domiciled in this Province, a sum not exceeding three thousand dollars, but the sum so paid shall remain subject to all the other provisions of this act. Payment by insurer.

The Minister of Revenue, or the Deputy Minister of Revenue, or the collector having jurisdiction, may, on such conditions as he may deem advisable, authorize any operation contemplated in this section, if the same is required for Authori-
zation.

de la succession. S. R. 1941, c. 80, a. 45; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 9; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 7; 12-13 Eliz. II, c. 25, a. 7.

paying duties imposed by this act or debts of the estate. R. S. 1941, c. 80, s. 45; 7 Geo. VI, a. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 9; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 7; 12-13 Eliz. II, c. 25, s. 7.

État des
paiements
faits par
assureur.

46. 1. Tout assureur qui se prévaut des dispositions du paragraphe f de l'article précédent doit transmettre en double au percepteur compétent, dans les dix premiers jours de chaque mois, un état détaillé et dûment certifié des paiements ainsi effectués au cours du mois précédent.

Contenu.

Ce rapport doit indiquer:

a) les nom, prénoms, derniers domicile et adresse de la personne décédée et la date du décès;

b) le numéro de chaque police ou certificat qu'il a émis sur la vie de la personne décédée et le montant payable en vertu d'icelui;

c) la date et le montant du paiement effectué;

d) les nom, prénoms, âge et adresse de chaque personne à qui un paiement a été effectué et sa parenté avec la personne décédée.

Révoca-
tion de
faculté de
payer as-
surance.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en aucun temps, révoquer, pour le tout ou pour partie, la faculté accordée par le paragraphe / de l'article 45. Tout arrêté ministériel à cet effet entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 80, aa. 46 et 47; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Ouvertu-
re de cof-
fres-forts,
etc.

47. 1. Aucun coffre-fort, compartiment de coffre-fort, de voûte ou coffret de sûreté tenu en location chez une personne ou dans une association, banque, compagnie, raison sociale ou société se livrant habituellement à la location de coffres-forts ou coffrets de sûreté ne peut être ouvert ou déplacé par qui que ce soit, après le décès d'un locataire ou de son conjoint, à moins qu'un procès-verbal en triplicata constatant l'ouverture desdits coffres-forts, compartiments de coffres-forts ou coffrets de sûreté et contenant l'énumération complète et détaillée de tous les titres, documents, sommes ou objets quelconques qui y sont contenus, ne soit dressé par l'exécuteur testamentaire, l'administrateur ou autre représentant des héritiers, et qu'un exemplaire,

Procès-
verbal.

46. (1) Every insurer availing itself of the provisions of paragraph f of the preceding section shall transmit in duplicate to the collector having jurisdiction, within the first ten days of every month, a detailed statement, duly certified, of the payments so made during the previous month.

Such return must indicate:

(a) the name in full, last domicile and address of the deceased and the date of death;

(b) the number of each policy or certificate issued by it on the life of the deceased and the amount payable thereunder;

(c) the date and amount of the payment made;

(d) the name in full, age and address of every person to whom a payment has been made and his relationship to the deceased.

(2) The Lieutenant-Governor in Council may, at any time, cancel, wholly or in part, the option granted by paragraph f of section 45. Every order-in-council to such effect shall come into force as from its publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 80, ss. 46 and 47; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

State-
ment by
insurer.

Contents.

Cancel-
lation of
insurer's
option.

47. (1) No safe, compartment of a safe or vault or safety deposit box held on rental from any person or in any association, bank, company, firm or partnership habitually renting safes or safety deposit boxes may be opened or removed by any person whomsoever, after the death of any lessee or of his or her consort, unless a minute in triplicate, setting forth the opening of the said safe, compartment of a safe or safety deposit box and containing a complete detailed enumeration of all titles, documents, sums or articles contained therein, be drawn up by the testamentary executor, the administrator or other representative of the heirs, and unless a copy certified to be exact, signed by one of the above-named representatives of the estate concerned and countersigned

Opening
safe, etc.

Minute.

certifié exact, signé par l'un des représentants susnommés de la succession intéressée et contresigné par le locateur dudit coffre-fort, compartiment de coffre-fort ou coffret de sûreté, ne soit transmis au percepteur compétent.

Autorisation requise.

Jusqu'à ce qu'elles aient reçu l'autorisation écrite du percepteur ou le certificat visé à l'article 44, ces personnes ne doivent pas permettre au conjoint, à l'héritier, au légataire, à l'administrateur, à l'exécuteur ou au fiduciaire de la personne décédée ou de son conjoint, ou à leurs représentants, de prendre possession de l'argent ou des valeurs contenus dans tel coffre-fort, coffret de sûreté, compartiment de coffre-fort ou de voûte.

Inventaire.

2. Le procès-verbal visé au paragraphe précédent peut être remplacé par un inventaire, préparé conformément aux articles 1388 et suivants du Code de procédure civile, des titres, documents, sommes, valeurs ou objets quelconques se trouvant dans lesdits coffres-forts, compartiments de coffres-forts ou coffrets de sûreté. Le notaire instrumentant doit immédiatement transmettre au percepteur compétent une copie authentique dudit inventaire. S. R. 1941, c. 80, aa. 48 et 49; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Examen des livres, etc.

48. Aux fins de constater si la transmission de valeurs mobilières appartenant à des personnes décédées a été effectuée conformément aux dispositions de la présente loi, le percepteur compétent peut, pendant les heures d'affaires, examiner les livres et documents de toute compagnie, corporation, banque, société, raison sociale ou de son agent. S. R. 1941, c. 80, a. 49c; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 10.

Devoir du percepteur.

49. Lorsqu'un bien ou le revenu de ce bien est donné ou légué à un fiduciaire pour les fins prévues par l'article 13 de la présente loi ou à une corporation ou société formée spécialement pour poursuivre les mêmes fins, le percepteur compétent doit, pendant l'existence de la fiducie, de cette corporation ou société, s'assurer de l'exécution des stipulations et conditions du document disposant de ce bien ou de son revenu et, à cette fin,

by the lessor of the said safe, compartment of a safe or safety deposit box, be transmitted to the collector having jurisdiction.

Until they have received the authorization in writing from the collector or the certificate contemplated in section 44, such persons shall not permit the consort, heir, legatee, administrator, executor or fiduciary of the deceased or of his or her consort, or their representatives, to take possession of the money or securities contained in such safe, safety deposit box or compartment of a safe or vault.

Authorization required.

(2) The minute contemplated in the preceding subsection may be replaced by an inventory, prepared in conformity with articles 1388 and following of the Code of Civil Procedure, of the titles, documents, monies, securities or articles whatsoever found in the said safe, compartment of a safe or safety deposit box. The notary drawing up the instrument shall forthwith transmit to the collector having jurisdiction an authentic copy of the said inventory. R. S. 1941, c. 80, ss. 48 and 49; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Inventary.

48. For the purpose of ascertaining whether the transmission of moveable property belonging to deceased persons has been effected in accordance with the provisions of this act, the collector having jurisdiction may, during business hours, examine the books and documents of any company, corporation, bank, partnership, firm, or of its agent. R. S. 1941, c. 80, s. 49a; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 10.

Examination of books, etc.

49. Whenever property the income thereon or the revenue therefrom is given or bequeathed to a trustee for the purposes contemplated by section 13 of this act, or to a corporation or society especially organized to carry out the same purposes, the collector having jurisdiction shall, during the existence of the trust, corporation or society, ascertain that the provisions and conditions of the instrument disposing of the said property, income thereon or revenue therefrom are executed and, for such purpose:

Duties of collector.

1° il peut examiner les livres, comptes, documents et pièces justificatives du fiduciaire, de la corporation ou société;

2° le fiduciaire, la corporation ou société doit transmettre audit percepteur, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, un rapport de ses opérations pour l'année finissant le trente-et-unième jour de décembre précédent.

Ce rapport doit contenir un état

a) des biens de la fiducie, corporation ou société;

b) du passif de cette fiducie, corporation ou société;

c) des recettes et déboursés, avec mention des nom et adresse de toute institution, corporation ou personne à qui un paiement a été fait.

Sommes
imposables.

Toute somme employée contrairement aux dispositions de la fiducie ou à des fins autres que celles pour lesquelles la corporation ou société a été formée est assujettie aux droits imposés par l'article 9 de la présente loi. S. R. 1941, c. 80, a. 49b; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1; 13 Geo. VI, c. 32, a. 10; 1-2 Eliz. II, c. 45, a. 8.

Déclaration
par
fiduciaire.

50. Toute donation fiduciaire doit être dénoncée par le fiduciaire dans les soixante jours de celui où il apprend le décès du constituant. Cette dénonciation est faite par un avis au percepteur compétent en la forme établie par le percepteur des droits sur les successions, à Québec. Si la donation fiduciaire n'est pas faite par acte notarié, la dénonciation doit être faite par la production d'une copie certifiée de l'acte de fiducie. S. R. 1941, c. 80, a. 50; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Enquêtes.

51. Quand le ministre du revenu le juge nécessaire, il lui est loisible de nommer un ou plusieurs commissaires dans le but de faire une enquête au sujet de quelque bien provenant d'une succession ou d'une disposition assimilée à une transmission par décès, soit que ce bien ait été omis irrégulièrement de la déclaration, soit que la déclaration n'en donne pas la valeur ou que la valeur donnée ne soit pas la valeur réelle, soit au sujet de toutes autres matières relevant de l'administration de la présente loi.

(1) he may examine the books, accounts, documents and vouchers of said trustee, corporation or society;

(2) said trustee, corporation or society shall forward to the said collector, on or before the 1st of March of each year, a report respecting his or its operations for the year ended December thirty-first next preceding.

Such report shall contain a statement showing:

(a) the property held under said trust or by said corporation or society;

(b) the liabilities of said trust, corporation or society;

(c) the receipts and disbursements, with reference to the names and addresses of all institutions, corporations or persons to whom any payment was made.

Any sum of money paid in contravention of the provisions of the trust or used for other purposes than those for which said corporation or society was organized shall be subject to the duties imposed by section 9 of this act. R. S. 1941, c. 80, s. 49b; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1; 13 Geo. VI, c. 32, s. 10; 1-2 Eliz. II, c. 45, s. 8.

Taxable
amounts.

50. Every donation in trust shall be declared by the trustee within sixty days of his learning of the death of the constituent of the trust. Such declaration shall be made by a notice to the collector having jurisdiction, in the form established by the collector of succession duties, at Quebec. If the donation in trust is not made by notarial deed, the declaration must be made by the filing of a certified copy of the deed of trust. R. S. 1941, c. 80, s. 50; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Declaration
by
trustee.

51. Whenever the Minister of Revenue deems it necessary, he may appoint one or more commissioners to hold an inquiry regarding any property forming part of a succession or of a disposition assimilated to a transmission owing to death, as to whether such property has been irregularly omitted from the declaration, or the declaration has not given the value, or the value given is not the real value, or regarding any other matter arising from the administration of this act.

Inquiry.

Rapport. Le ou les commissaires, nommés en vertu du présent article, sont tenus de faire rapport au ministre du revenu du résultat de leur enquête, et ils ont les pouvoirs mentionnés dans les articles 3, 6, 7, 9, 10, 11 et 14 de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11) et sont soumis aux devoirs imposés par ces articles. S. R. 1941, c. 80, a. 51; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

The commissioner or commissioners appointed under this section shall be bound to make a report to the Minister of Revenue of the result of their inquiry, and they shall have the powers mentioned in sections 3, 6, 7, 9, 10, 11 and 14 of the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11) and shall be subject to the obligations imposed by those sections. R. S. 1941, c. 80, s. 51; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Transmis-
sions non
invali-
dées. 52. Les dispositions des articles 44 et 45 ne s'appliquent pas dans le cas d'une personne décédée avant le 9 février 1918, et les transmissions et transports de biens d'une telle personne ne sont pas invalidés par le non-paiement des droits et le défaut d'obtention et d'enregistrement du certificat visé à l'article 44. S. R. 1941, c. 80, a. 52; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

52. The provisions of sections 44 and 45 shall not apply in the case of a person who died prior to the 9th of February, 1918, and the transmissions and transfers of property of any such person shall not be invalidated by non-payment of the duties and failure to obtain and register the certificate contemplated in section 44. R. S. 1941, c. 80, s. 52; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Valida-
tion par
paiement
subsé-
quent. 53. Dans le cas d'une personne décédée après le 8 février 1918, les transmissions et transports de biens sont validés par le paiement subséquent des droits exigibles, s'il en est, et par l'obtention subséquente du certificat visé à l'article 44 et son enregistrement lorsqu'il y a lieu. S. R. 1941, c. 80, a. 53; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

53. In the case of a person who died after the 8th of February, 1918, the transmissions and transfers of property shall be validated by the subsequent payment of the duties exigible, if any, and by the subsequent obtaining of the certificate contemplated in section 44 and its registration, if need be. R. S. 1941, c. 80, s. 53; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Déclara-
tion du
posses-
seur d'im-
meuble. 54. Le possesseur d'une propriété immobilière qui a fait partie d'une succession, et qui a été l'objet d'un acte de transport, fait et passé depuis le 8 février 1918, bien que les droits imposés en vertu de la loi relative aux droits sur les successions, s'il y en avait d'exigibles, n'aient pas été payés, peut, s'il est établi, à la satisfaction du percepteur compétent que son titre à cet immeuble serait autrement valide et qu'il ne peut obtenir de l'une des personnes mentionnées à l'article 34, la déclaration y requise, faire lui-même une semblable déclaration. Le percepteur, sur réception de cette déclaration du possesseur, détermine le montant des droits exigibles, s'il y en a et émet le certificat visé à l'article 44 sur paiement des droits et intérêts exigibles, s'il y a lieu. S. R. 1941, c. 80, a. 54; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

54. The possessor of an immoveable property which has formed part of a succession and has been the subject of a deed of transfer made and passed since the 8th of February, 1918, notwithstanding that the duties imposed under the law relating to duties on successions, if any were exigible, were not paid, may, if it is established to the satisfaction of the collector having jurisdiction that his title to such immoveable property would otherwise be valid and that he cannot obtain from one of the persons mentioned in section 34 the declaration thereby required, himself make a similar declaration. The collector, upon receipt of such declaration from the possessor, shall determine the amount of the duties exigible, if any, and issue the certificate contemplated in section 44, upon payment of the duties and interest exigible, if any there be. R. S. 1941, c. 80, s. 54; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

SECTION XII

PÉNALITÉS

Omission
de faire
déclara-
tion.

55. Dans le cas où une déclaration requise par l'article 34, n'est pas faite dans les délais prescrits, ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contient une déclaration fausse ou inexacte relative à la valeur ou à toute autre matière, tout héritier, légataire, donataire ou bénéficiaire comme susdit, ainsi en défaut ou en contravention, est passible d'une amende équivalant au double du montant des droits qu'il aurait eu à payer s'il eût fait dans ce délai une déclaration exacte, et tout exécuteur, fiduciaire ou administrateur, ainsi en défaut ou en contravention, encourt une amende d'au plus mille dollars; et, à défaut de paiement de cette amende, dans l'un ou l'autre cas, le contrevenant est passible d'un emprisonnement pendant un mois au plus, et le montant de l'amende peut être prélevé sur ses biens personnels. S. R. 1941, c. 80, a. 55; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Infrac-
tions.

56. Toute personne qui enfreint une disposition des articles 44 à 50 est passible pour chaque infraction d'une amende d'au plus deux mille dollars, et, à défaut du paiement de cette amende, le contrevenant — et si ce dernier est une corporation, son président ou son gérant, — est passible d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, et le montant de l'amende et des frais peut être prélevé sur ses biens personnels. S. R. 1941, c. 80, a. 56; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Secret.

57. Le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province, pour le district de revenu de Montréal, selon le cas, ne peut donner aucun renseignement ni fournir aucun document, obtenu relativement à l'administration de la présente loi, si ce n'est pour les fins de l'administration du gouvernement ou sur ordonnance du tribunal rendue après avis donné à ce percepteur.

Officier du
revenu.

Le présent article s'applique aussi à tout autre officier du revenu.

Déclara-
tions per-
mises.

Ces fonctionnaires pourront néanmoins, sans une ordonnance, dire si un testament ou une déclaration a été ou non reçu à leur bureau, ou si un bien est ou n'est pas compris dans une déclaration.

DIVISION XII

PENALTIES

55. If any declaration required by section 34 is not made within the prescribed delay, or within any extended delay that may have been granted, or if any false or incorrect statement be made in any such declaration, either as to the value or otherwise, every heir, legatee, donee or beneficiary as aforesaid, so in default or offending, shall be liable to a fine equal to twice the amount of the duties which he would have had to pay if he had made a proper declaration within such delay, and every executor, trustee or administrator so in default or offending shall be liable to a fine of not more than one thousand dollars; and, failing the payment of such fine in either case, the offender shall be liable to imprisonment for not more than one month, and the amount of the fine may be levied on his personal property. R. S. 1941, c. 80, s. 55; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Declara-
tion not
made.

56. Every person violating any provision of sections 44 to 50 shall be liable, for each offence, to a fine of not more than two thousand dollars, and, on failure to pay such fine, the offender—and if the latter be a corporation, its manager or president—shall be liable to imprisonment for not more than one month, and the amount of the fine and costs may be levied on his personal property. R. S. 1941, c. 80, s. 56; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Offences.

57. The Collector of Succession Duties or Collector of Provincial Revenue for the revenue district of Montreal, as the case may be, shall not give any information or furnish any document, obtained in connection with the administration of this act, save for purposes of governmental administration or upon an order of the Court, made after such collector has been notified.

Secrecy.

This section shall apply also to every other revenue officer.

Revenue
officer.

Such officers may, nevertheless, without an order, state whether a will or a declaration has been received or not at their office, or whether a property is included or not in a declaration.

Informa-
tion
author-
ized.

Renseignements
à gouver-
nements.

Ces fonctionnaires pourront, en outre, sans ordonnance, donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception de droits sur les successions pour le gouvernement du Canada, d'une province canadienne ou d'un état étranger, si ce gouvernement accorde les mêmes facilités aux fonctionnaires de cette province.

Amende.

Toute personne qui contrevient à une disposition du présent article est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus deux cents dollars. S. R. 1941, c. 80, a. 57; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Such officers may also, without an order, give information and furnish documents to any officer charged with the collection of succession duties for the government of Canada or of a province of Canada or of a foreign state, if such government grants the same facilities to the officers of this Province.

Informa-
tion to
other
govern-
ments.

Every person violating any provision of this section shall be liable, on summary proceeding, to a fine of not more than two hundred dollars. R. S. 1941, c. 80, s. 57; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Fine.

SECTION XIII

RÈGLEMENTS

Règle-
menta-
tion.

58. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la présente loi, lesquels entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 80, a. 58; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1.

Droits
payés à
l'étran-
ger.

59. 1. Quand il est démontré, à la satisfaction du ministre du revenu, que, dans le Royaume-Uni ou quelque partie des possessions britanniques, autre que la province de Québec, ou dans quelque pays étranger, des droits successoraux quelconques sont payés à raison de biens qui sont aussi sujets à des droits successoraux en vertu des lois de cette province, il lui est alors loisible d'accorder, pour les droits ainsi payés, une diminution sur les droits payables en cette province concernant les mêmes biens.

Récipro-
cité.

Toutefois, cette diminution ne peut être accordée que si le lieutenant-gouverneur en conseil a rendu applicables au Royaume-Uni ou à cette possession britannique ou à ce pays étranger les dispositions du présent article, après entente préalable afin d'obtenir un traitement semblable du Royaume-Uni ou de telle possession britannique ou pays étranger applicable à la province de Québec.

Arrêtés en
conseil.

Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier ou d'abroger tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article.

DIVISION XIII

REGULATIONS

58. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, replace and repeal all regulations and forms that he may consider necessary for the purpose of carrying out the provisions of this act, which regulations and forms shall come into force as soon as they are published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 80, s. 58; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1.

Regula-
tions.

59(1) When it is shown, to the satisfaction of the Minister of Revenue, that in the United Kingdom or in any part of the British dominions other than the Province of Quebec, or in any foreign country, any succession duty whatever is levied on account of any property that is also subject to succession duty according to the law of this Province, he may then make, for the duty so paid, an allowance from the duties payable in the Province with respect to the same property.

Duty paid
elsewhere.

Such allowance, however, may be made only if the Lieutenant-Governor in Council has extended the provisions of this section to the United Kingdom or such British dominion or such foreign country, after an understanding has been arrived at that similar treatment will be accorded by the United Kingdom or such British dominion or foreign country to the Province of Quebec.

Recipro-
city.

The Lieutenant-Governor in Council may also amend or revoke any order-in-council made under the provisions of this section.

Order-in-
Council.

Situs des
biens.

2. Aux fins de la mise à effet des dispositions du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter que la loi qui régit, en cette province, le *situs* des biens, est celle en vigueur dans le pays que l'arrêté ministériel indique. S. R. 1941, c. 80, a. 59; 7 Geo. VI, c. 18, a. 1. (*)

(*) Des arrêtés en conseil ont été adoptés en vertu de l'article 69 pour les provinces ou pays suivants: l'Irlande du Nord, A. C. No 852 (G. O., 1982, p. 8755); la Grande Bretagne, A. C. No 853 (G. O., 1982, p. 8756); Trinidad et Tobago, A. C. No 862 du 24 avril 1984; l'Ontario, A. C. No 181 (G. O., 1945, p. 279), et la Colombie-britannique, A. C. No 846 (G. O., 1963, p. 2718).

(2) For the purposes of carrying out the provisions of this section, the Lieutenant-Governor in Council may decree that the law which shall govern, in this Province, the *situs* of property shall be that in force in the country which the order-in-council shall indicate. R. S. 1941, c. 80, s. 59; 7 Geo. VI, c. 18, s. 1. (*)

(*) Orders-in-Council have been passed pursuant to section 69 for the following provinces or countries: Northern Ireland, O. C. No. 852 (O. G., 1982, p. 8755); Great-Britain, O. C. No. 853 (O. G., 1982, p. 8756); Trinidad and Tobago, O. C. No. 862 of the 24th of April 1984; Ontario, O. C. No. 181 (O. G., 1945, p. 279), and British-Columbia, O. C. No. 846 (O. G., 1963, p. 2718).